CE MONDE QUI BOUGE

Cette Égypte qui n'en finit pas de surprendre

Par Hassane Zerrouky

Il semble bien loin ce temps — c'était avant la chute de Hosni Moubarak — où les Frères musulmans, sous le slogan «l'islam est la solution», multipliaient les promesses à même de faire le bonheur des Égyptiens. Aujourd'hui, le président Morsi et son parti, le PJL (Parti de la justice et de la liberté, l'aile politique des Frères musulmans) sont sous pression. Son allié, le parti Nour (salafiste) a implosé : Emad Abdel Ghaffour, son ancien chef et conseiller du président Morsi, a créé son propre parti, Al-Watan. Ainsi, une année après avoir remporté les élections législatives – 222 sièges sur les 508 en lice – et près de sept mois après l'élection de Mohamed Morsi, voilà les Frères musulmans dos au mur.

Depuis le 25 janvier dernier, commémorant le deuxième anniversaire de la chute de Moubarak, plusieurs villes et provinces égyptiennes sont le théâtre de manifestations quasiment ininterrompues qui ont déjà fait plus de 60 morts dont 40 pour la seule ville de Port Saïd. L'armée égyptienne, jusque-là en retrait après la mise à l'écart du chef d'état-major et opposant au président Morsi, le général Tantaoui, a dû sortir de sa réserve. «La poursuite du conflit entre les forces politiques et leurs divergences sur la gestion du pays pourraient conduire à un effondrement de l'Etat et menacer les générations futures», a prévenu le ministre de la Défense, le général Abdel Fatah Al Sissi devant les étudiants de l'Académie militaire.

L'armée craint que l'appel lancé par le Front du salut national (FSN), qui regroupe en majorité des partis de gauche comme le Courant populaire de Hamdine Sabahi, à manifester en masse vendredi, n'entraîne le pays dans le chaos.

Et l'apparition des Black Bloc, des groupes de jeunes masqués, encagoulés, portant des blousons de cuir et des jeans, se définissant comme «une génération issue du sang des martyrs», prenant pour cible le pouvoir du président Morsi qualifié de «régime de tyrans fascistes» et les islamistes, inquiète les forces politiques.

A l'instar de leurs homologues allemands des années 1970 dont ils s'inspirent, les Black Bloc égyptiens, expression de la désespérance sociale, sont particulièrement violents.

L'avertissement de l'armée a été entendu. Le FSN, qui avait une première fois rejeté l'appel au dialogue lancé par le président Morsi pour mettre fin à la crise, a d'abord infléchi sa position, acceptant de dialoguer avec le pouvoir politique. L'un de ses responsables, le prix Nobel de la paix Mohamed Al Baradeï, a même estimé que «la priorité est l'arrêt de la violence». A son tour, Al Azhar a appelé toutes les parties à s'asseoir autour d'une table. Le 31 janvier, les pro-Morsi – les Frères musulmans et leurs alliés – et les anti-Morsi (le FSN représenté par Al Baradei et Hamdine Sabahi, le Mouvement du 6 avril d'Ahmed Maher), ainsi que les salafistes du parti Nour, qui ont pris opportunément leurs distances avec Morsi, jouant aux réconciliateurs entre toutes les parties, signent un accord, d'une portée politique limitée, s'engageant à ne pas utiliser la violence et à poursuivre le dialogue. Le FSN revendique également la formation d'un «gouvernement de salut national» et la suspension de la Constitution.

Vendredi, suite au tabassage en règle d'un manifestant par la police, retransmis sur le web, le dialogue a tourné court. Dans un communiqué publié le lendemain samedi, le FSN s'est rétracté et a appelé à se «ranger totalement aux côtés des appels du peuple égyptien et de ses forces vives à une chute de la tyrannie et à la fin de l'hégémonie des Frères musulmans» !

Une certitude. La poursuite de ces manifestations fragilise et disqualifie les Frères musulmans aussi vite qu'ils avaient été perçus comme une alternative au régime de Moubarak.

De ce fait, le «dégage», lancé par la foule égyptienne en direction de Mohamed Morsi sonne beaucoup plus qu'un simple désaveu. Ce qui se joue aujourd'hui en Égypte dépasse les frontières de ce pays. Ne serait-ce qu'en raison du poids stratégique et culturel de ce pays dans cette région du monde.

Après la révolte des juges contre le pouvoir des Frères musulmans, celle des artistes et intellectuels, les journalistes, les jeunes, les syndicalistes et les ouvriers de Mahala, ces vrais acteurs de la chute de Moubarak ne veulent pas que les islamistes et les forces réactionnaires leur confisquent la victoire remportée contre Moubarak.

H. Z.

LES ISLAMISTES ÉLIMINENT UN OPPOSANT

La Tunisie face à ses assassins

Le pire est peut-être à craindre dans cette Tunisie qui peine toujours à asseoir une transition tranquille, après la révolution dite des «jasmins». Enlisé dans une grave crise politique, menacé dans sa sécurité par le terrorisme, le pays plonge dans le crime politique : l'assassinat, hier matin, du leader de l'opposition Belaïd Chokri, devant son domicile, en plein cœur de Tunis. Ses proches accusent le parti islamiste Ennahda de Rachid Ghanouchi.

Photo : DR

Belaïd Chokri était un farouche opposant aux islamistes.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La Tunisie bascule. Dangereusement. L'assassinat, hier, de Belaïd Chokri, secrétaire général du Parti des patriotes démocratiques, figure de proue de l'opposition coalisée au sein du Front Populaire, n'augure rien de bon pour ce pays non encore sevré de l'amer goût de sa révolution avortée, détournée par les islamistes qui en ont tiré le plus grand profit politique.

Le crime politique est toujours annonciateur du pire, notamment dans cette Tunisie très instable. La liquidation physique de Belaïd Chokri, militant de l'extrême gauche panarabiste, fervent opposant au gouvernement islamiste d'Ennahda, donne un autre visage, très dangereux, à la violence en Tunisie. Belaïd Chokri, personnalité politique très médiatisée après la révolution dite des «jasmins», a été atteint de trois balles, tirées à bout portant par un homme vêtu, selon les premiers éléments d'information, d'une kachabia. Il a été assassiné alors qu'il venait juste de sortir de chez lui.

La nouvelle de son assassinat s'est répandue telle une traînée de poudre. Vite, des rassemblements de dénonciation ont essaimé un peu partout en Tunisie. Dans la capitale, les manifestants, d'abord un petit nombre, puis une véritable marée humaine, se sont rassemblés devant le siège du ministère de l'Intérieur, avenue Habib-Bourguiba.

Reprenant à leur compte les accusations proférées par les proches de la victime à l'encontre du parti islamiste Ennahda de Rachid Ghenouchi, les manifestants ont scandé des slogans hostiles au parti et au gouvernement. L'accusation la plus franche a émané du frère de la victime, Abdelmadjid Belaïd qui a clamé : «J'accuse Rachid Ghanouchi d'avoir fait assassiner mon frère.» Aussi, dans certaines localités, les manifestants se sont attaqués aux locaux du parti Ennahda, saccageant certains d'entre eux. A Sidi Bouzid, ville où s'était immolé Mohamed Bouazizi, le martyr par qui les Tunisiens déclenchèrent la révolution dite des jasmins, la police a usé de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. A Tunis également, où une foule immense a accompagné la dépouille de Belaïd Chokri, transportée à bord d'une ambulance tout au long de l'avenue Bourguiba.

Les manifestants ont riposté par des jets de pierres et de bouteilles. En fin d'après-midi, les manifestants ont dressé les premières barricades dans Tunis où la nuit risque d'être agitée.

Quatre partis appellent à une grève aujourd'hui jeudi

Quatre partis de l'opposition tunisienne se sont immédiatement concertés après l'assassinat de Belaïd Chokri. Ils ont décidé de suspendre leur participation à l'Assemblée nationale constituante et ont appelé à une grève générale pour aujourd'hui jeudi.

Le Front populaire, le parti républicain, Al Massar et Nidaa Tounes ont en effet lancé un appel à une grève générale en guise d'un premier acte de protestation et de dénonciation de l'assassinat du leader de l'opposition. Une action qui pourrait connaître des prolongements, tant est que l'opposition tunisienne ne compte pas laisser impuni ce crime politique, intervenu au moment fort d'une crise politique, résultante de la mésentente entre Ennahda et ses alliés dans le gouvernement.

Des alliés qui réclament un remaniement gouvernemental. Ce à quoi Ennahda ne veut pas accéder.

Le gouvernement tente l'apaisement

Le président tunisien Moncef Marzouki, qui se trouvait au Parlement européen à Strasbourg, a dénoncé le crime qu'il a qualifié d'odieux et qu'il a attribué aux «ennemis de la révolution». «Cet odieux assassinat d'un leader politique que je connais bien (...) est une menace, c'est une lettre envoyée mais qui ne sera pas reçue», a-t-il déclaré devant le Parlement européen, ajoutant : «Nous refusons ce message et nous continuons à démasquer les ennemis de la révolution.»

Moncef Marzouki a, par ailleurs, estimé exagérées les accusations du frère de la victime contre le parti Ennahda. «C'est exagéré de lancer des accusations de ce type, c'est absurde», s'est-il exclamé lors d'une conférence de presse à Strasbourg, poursuivant : «Je ne peux pas accepter qu'on commence à lancer des accusations de ce type. C'est une affaire qui sera probablement difficile à diligenter.»

Pour le président tunisien, l'objectif des criminels est que les Tunisiens s'accusent les uns les autres. Moncef Marzouki, qui devait rallier Le Caire pour participer à la conférence de l'OCI, est rentré directement à Tunis.

Avant l'intervention de Marzouki devant le Parlement européen, le Premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, a dénoncé l'assassinat le qualifiant d'acte terroriste. «C'est un acte criminel, un acte de terrorisme pas seulement contre Belaïd mais contre toute la Tunisie», a-t-il dit à la radio Mosaïque FM. Il a promis de tout faire pour arrêter le tueur. «Le peuple tunisien n'est pas habitué à ce genre de choses, c'est un tournant grave (...) notre devoir à tous, en tant que gouvernement, en tant que peuple, c'est de faire preuve de sagesse et de ne pas tomber dans le piège du criminel qui vise à plonger le pays dans le désordre», a-t-il encore déclaré.

Le parti Ennahda, sur qui pèse l'accusation, a, de son côté, dénoncé un crime odieux visant à déstabiliser le pays. Le chef du Front populaire Hamma Hammami avait auparavant soutenu qu'«il (l'assassinat de Belaïd Chokri) a été commis par des partis politiques qui veulent enfoncer le pays dans le meurtre et l'anarchie. Tout le gouvernement et tout le pouvoir assument la responsabilité de ce crime odieux car les menaces contre Chokri et d'autres ne datent pas d'aujourd'hui».

S. A. I.

REACTIONS...REACTIONS...REACTIONS

HANNENE ZBISS, JOURNALISTE À *RÉALITÉS* :

«L'opposition va exiger le départ d'Ennahda»

«Cet assassinat politique marque un passage d'une étape à une autre, bien plus grave. La Tunisie est aujourd'hui confrontée à une situation de liquidation physique. L'assassinat de Chokri Belaïd intervient en pleine crise politique, il faut s'attendre à des répercussions sur le remaniement du gouvernement.

Les partis d'opposition vont exiger le départ d'Ennahda des ministères de souveraineté, à savoir ceux de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Justice. Nous ne savons pas si Ennahda cédera facilement. Mais une chose est sûre, l'opposition et la société civile sont décidées à mener la contestation jusqu'au bout pour obtenir la chute du gouvernement actuel et aller vers un gouvernement d'union nationale.»

SAMI TAHRI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE L'UGTT ET MEMBRE DU PARTI DES PATRIOTES DÉMOCRATES :

«Faire que ce soit le premier et dernier assassinat politique»

«Nous devons faire en sorte que le meurtre de notre frère Chokri Belaïd soit le premier et dernier assassinat politique qui se produit en Tunisie. Il faut dénoncer avec force les facilités dont bénéficient les extrémistes de la part des autorités, notamment de la part du ministère de l'Intérieur. Les partis politiques de l'opposition se concertent pour éviter que le pays ne sombre dans le chaos.»

Me SAÏDA GARRACH, AVOCATE ET MEMBRE DE L'ASSOCIATION DES FEMMES DÉMOCRATES :

«Chokri représentait un réel danger pour les islamistes»

«Chokri Belaïd était un ami, un frère et un camarade. Je milite à ses côtés depuis 1985. Il nous a annoncé avoir reçu des menaces. Il les a prises très au sérieux. Chokri était croyant et courageux, il n'a jamais été lâche. Mais il n'a jamais exigé de protection personnelle. Il a pris attache avec les autorités pour exiger que la loi soit appliquée à l'ensemble des Tunisiens. De par sa grande culture politique et ses connaissances religieuses, Chokri Belaïd représentait un réel danger pour les islamistes. Il est clair qu'ils ne supportaient plus son franc-parler.»

Propos recueillis par Tarek Hafid